



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

**Revue de presse
du 21 au 29 Septembre 2017**

*Les articles contenus dans ce document
n'engagent que les auteurs et les sources
dont ils émanent. Ils ne reflètent en
aucun cas une position officielle de la COI*

Sommaire

I. COI et ses projets

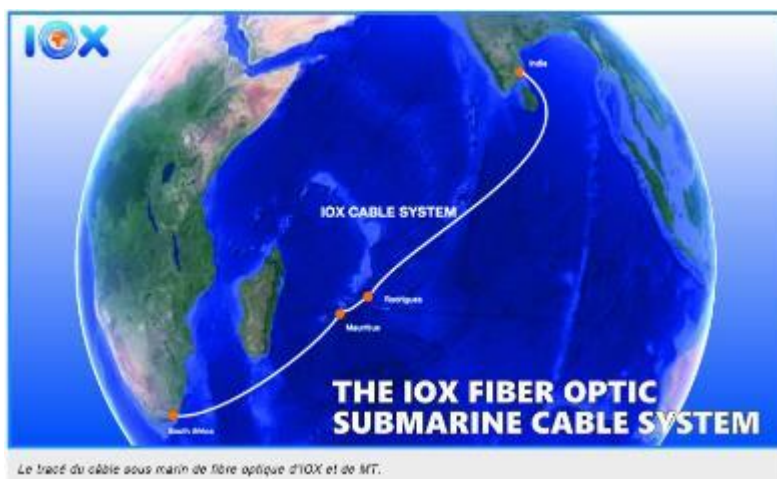
1.1	Connectivité Numérique	3
	○ Internet : Mauritius Telecom et IOX s'associent pour un prochain câble sous-marin	
1.2	Développement Durable	5
	○ [Vidéo] Les jeunes appelés à devenir des ambassadeurs de l'eau du robinet	
1.3	Genre	6
	○ Salon « Made in Femmes » : Un espace dédié a 135 femmes entrepreneurs de l'océan Indien	
1.4	Tourisme	7
	○ Colloque. Le tourisme patrimonial, enjeu du développement culturel de l'océan Indien.	

II. Centres d'intérêts

1.1	Agriculture	9
	○ Agriculture – Vers la mise en valeur des ressources phytogénétiques	
1.2	Biodiversité	10
	○ La Réunion – Séduire les tortues par des plages vertes	
	○ Recherches - La biodiversité marine en danger	
1.3	Coopération	14
	○ Madagascar – Chine : Une nouvelle stratégie pour intensifier la coopération	
	○ CBI / Banque Mondiale : le décaissement du 1,3 milliard USD en cours	
	○ Coopération Comores-Maurice : Les opérateurs économiques mauriciens dressent un bilan positif	
1.4	Économie	19
	○ Madagascar : à cause du cyclone Enawo, la croissance 2017 se situera en-deçà des attentes	
1.5	Économie Verte	21
	○ Une nouvelle feuille de route pour la transition mauricienne	
1.6	Environnement	22
	○ Environnement : S'engager pour une île Maurice plus verte	
1.7	Pêche	24
	○ Légine : le lobbying continue	
1.8	Tourisme	26
	○ World Tourism Day 2017 - Tourism department opens its doors to the public	

Internet : Mauritius Telecom et IOX s'associent pour un prochain câble sous-marin

PAR PATRICE DONZELOT



Mauritius Telecom et IOX Submarine Cable System seront les opérateurs d'un prochain câble sous-marin de fibre optique pour la région. Lorsque ce projet se concrétisera en 2019, Maurice devrait être passé de deux câbles actuellement, à quatre.

On connaît désormais l'opérateur d'un prochain

câble sous-marin de fibre optique qui connectera Maurice au reste du monde, il s'agit d'un consortium comprenant la firme Indian Ocean Xchange (IOX) Submarine Cable System et la compagnie de télécommunications locale Mauritius Telecom (MT). Un accord a été signé entre les deux entreprises, le lundi 25 septembre 2017. Ce 3e câble de fibre optique sous-marin reliera Maurice, La Réunion et Rodrigues à l'Afrique du Sud d'un côté, et à l'Inde de l'autre côté. C'est la firme française Alcatel Submarine qui a été choisie pour fabriquer le câble. Ce dernier devrait être opérationnel en 2019.

« Nous sommes extrêmement ravis d'avoir Mauritius Telecom parmi nous, cela renforce notre engagement envers Maurice pour fournir une connexion améliorée et abondante. Grâce aux 'data centers' de classe mondiale construits à Maurice et couplés avec le déploiement rapide de services sur le 'cloud', IOX Cable Submarine Cable System sera un moteur des initiatives clés pour fournir une meilleure connectivité et de mettre l'accent sur une grande disponibilité à travers différents types de réseaux », commente Arunachalam Kandasamy, Chief Executive Officer (CEO) d'IOX Submarine Cable System, dans un communiqué publié sur le site internet de cette entreprise basée à Maurice.

Le 3e câble sous-marin de fibre optique sera accessible à l'ensemble des compagnies de télécommunications dûment licenciées. Il leur permettra à terme de se connecter à aux États-Unis, l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie-Pacifique.

« C'était dans le processus, nous avons annoncé dès la prise de fonctions de ce gouvernement des initiatives pour améliorer les services d'Internet. D'autres sociétés étrangères manifestent leur intérêt pour déployer des câbles sous-marins de fibre optique. Tout cela va dans le bon sens, je suis très satisfait des développements d'Internet à Maurice », affirme pour sa part Yogida Sawmynaden, ministre de la Technologie, de la Communication et de l'Information dans une déclaration téléphonique au Défi Quotidien.

Pour rappel, un autre projet de câble sous-marin de fibre optique est en préparation pour la fin de l'année 2018. Il s'agit du MELting poT Indianoceanic Submarine System (METISS), une initiative d'un consortium d'opérateurs de Maurice, de La Réunion et de Madagascar, dont Emtel. Ce projet est parrainé par la **Commission de l'Océan Indien (COI)**. Actuellement, Maurice est connecté à travers les câbles Lower Indian Ocean Network (LION) et South Africa Far East (SAFE).

22 Septembre 2017

<http://ionnews.mu/video-les-jeunes-appelles-a-devenir-des-ambassadeurs-de-leau-du-robinet-220917/>

[Vidéo] Les jeunes appelés à devenir des ambassadeurs de l'eau du robinet



Boire l'eau du robinet pour réduire sa consommation de plastique. C'est l'action que prône le groupe *SIDS Youth AIMS Hub* (SYAH) à travers une campagne de sensibilisation. Celle-ci vise surtout les jeunes, appelés à être des ambassadeurs de l'eau du robinet.

L'eau du robinet doit être accessible dans les lieux publics, à travers notamment l'installation de fontaines, mais aussi dans les écoles, restaurants et h, estime Karuna Rana, responsable de ce projet baptisé «Tap Water Revolution».

Un atelier de formation a été organisé par l'organisation, en collaboration avec la **Commission de l'océan Indien**, à l'Institut français de Maurice, à Rose-Hill, ce mercredi 20 septembre. Outre des étudiants, deux cadres de la Central Water Authority étaient aussi de la partie.

L'organisation compte également mener une campagne en octobre intitulée « Don't Bottle Up ». Les Mauriciens seront encouragés à utiliser des bouteilles réutilisables.

Quelque 100 millions de bouteilles en plastique sont mises sur le marché mauricien chaque année, relève SYAH. En l'absence de politique établie de tri/recyclage, les contenants usagers se finissent pour la plupart au centre d'enfouissement de Mare-Chicose mais aussi dans nos mers et rivières, fait ressortir le regroupement de jeunes.

Ces derniers font ressortir que l'eau embouteillée compte près de 2 000 fois plus chère que celle du robinet. Sans compter l'impact de sa production et de sa distribution sur l'environnement. Cela alors que l'eau distribuée par la Central Water Authority répond aux normes de qualité de l'Organisation mondiale de la santé.



<https://www.youtube.com/watch?v=TKjXCzq9jYs>

COI et ses Projets

Genre

29 Septembre 2017

<https://www.lexpress.mu/>

l'express

SALON «MADE IN FEMMES»

Un espace dédié à 135 femmes entrepreneurs de l'océan Indien

INVISIBLES seules, mais invincibles réunies. C'est la thématique de la deuxième édition du salon *Made in Femmes*, inauguré hier au Domaine Les Pailles. Le salon prendra fin le 1^{er} novembre. La première édition avait eu lieu à La Réunion en 2014.

Au total, 135 entrepreneures des îles de l'océan Indien y participent. Cette grande foire est organisée par Entreprendre au féminin océan Indien (EFOI), avec le soutien de la Commission de l'océan Indien (COI) et de l'Union européenne (UE), à travers le fonds Interreg.

Parmi les participantes : des Mauriciennes, des Rodriguaises, des Réunionnaises, des Seychelloises, des Malgaches et des Co-

moriennes. Le Zanzibar et l'Afrique du Sud sont également représentés.

Loin d'être uniquement dédié à la vente de produits, cet événement veut également servir de passerelle. Ce tremplin pourrait connecter les femmes entrepreneurs avec des partenaires d'affaires potentiels, ainsi qu'avec les institutions d'aide et d'accompagnement. Des séances en Business to Business (B2B) sont prévues en ce sens, notamment pour le secteur de l'agroalimentaire, du développement durable, de l'artisanat, du textile, de l'habillement et des services.

De plus, le salon vise à aider les femmes entrepreneurs des différentes îles de

l'océan Indien à accéder à de nouveaux marchés. Il favorise l'émergence de projets collaboratifs et les échanges économiques entre les îles.

Parmi les projets en cours d'EFOI Maurice : le développement de produits en fibre de bananes. «Nous avons obtenu un contrat avec la CSR Foundation en ce sens. L. projet devrait débuter début octobre», explique Jennifer Thomas, la présidente de l'association.

Diverses organisations seront présentes au salon. Parmi elles, la Bank of China, le *National Women Entrepreneur Council*, le *National Productivity and Competitiveness Council*, Entreprise Mauritius et l'Association Mauricienne des femmes chefs d'entreprises.



Le salon «Made in Femmes» a été inauguré au Domaine Les Pailles, hier. Il prendra fin le 1^{er} novembre.

ENTREPRISE MAURITIUS OFFRE DES FORMATIONS AUX AUTRES ÎLES

«Nous avons lancé un atelier dédié aux marchés africains, qui a suscité beaucoup d'intérêt. Nous comptons en lancer un deuxième bientôt.» C'est ce qu'a déclaré Arvind Radhakrishna, Chief Executive Officer (CEO) d'Entreprise Mauritius (EM). Fort de l'expérience d'EM sur la formation et la participation aux foires étrangères, le CEO a invité les entrepreneurs de la région de l'océan Indien à participer aux ateliers de travail qui sont offerts.

Arvind Radhakrishna a ajouté qu'EM a lancé plusieurs nouveaux cours principalement dédiés aux majeurs secteurs d'exportation, dont le textile et la bijouterie. Parlant de la stratégie d'EM pour aider les entreprises locales à s'exporter, le CEO a mis l'accent sur la tenue de foires à l'étranger. Il a également parlé de programmes de formation et de renforcement des capacités dédiés aux petites et moyennes entreprises (PME).

Ces deux axes visent à augmenter la visibilité des entreprises locales sur le marché étranger, tout en les accompagnant pour qu'elles répondent aux exigences du marché international. Ce sont, au total, 314 entreprises, dont 225 PME, qui ont participé aux foires menées par EM à l'étranger, entre mars 2015 et juillet 2016.

27 Septembre 2017

http://www.newspress.fr/Communique_FR_304735_7031.aspx

Colloque. Le tourisme patrimonial, enjeu du développement culturel de l'océan Indien.

Françoise NYSSSEN - Ministère de la Culture - 27/09/2017 10:35:00



Le patrimoine, une chance pour l'attractivité touristique des territoires d'outre-mer ? Tel est le thème d'une rencontre internationale - les troisièmes Entretiens du patrimoine de l'océan Indien - qui va se tenir, du 2 au 5 octobre, à Saint-Denis de la Réunion. Marc Nouschi, à la tête de la direction des affaires culturelles de l'océan Indien, revient sur les principaux enjeux de cette initiative, qui vont réunir des participants de onze pays. Vous avez placé la troisième édition des Entretiens du patrimoine de l'océan Indien sous le signe du tourisme. En quoi ce thème - ressources patrimoniales et attractivité touristique - constitue-t-il un enjeu primordial pour le développement culturel des outre-mers ? C'est lors de la conclusion des deuxièmes Entretiens, en octobre 2014, qui portaient sur les jardins et les espaces verts, que j'ai posé la thématique de 2017, anticipant de fait sur le mouvement observable dans notre pays depuis plus de deux ans. Avec la baisse de fréquentation touristique en France, suite aux attentats, le gouvernement de Manuel Valls avait missionné toute une série d'enquêtes, de rapports, dont le fameux rapport rédigé par Martin Malvy, président de Sites et Cités remarquable, et ses 54 suggestions en la matière. Des ouvrages ont été également publiés et, bien entendu, des rencontres dont celle à laquelle a participé le ministère de la Culture, en décembre 2016, au Centre Pompidou. Il est évident qu'aujourd'hui la question patrimoniale est au cœur de l'attractivité touristique. Le phénomène est ancien, avec une accélération contemporaine de la part des touristes en quête de clefs de compréhension et d'émotions - on parle de plus en plus de tourisme "expérientiel" - qui se nourrissent des patrimoines à la fois matériels, naturels, immatériels et même symboliques. Les territoires ultra-marins ont bien entendu cette carte touristique-patrimoniale inscrite dans leur ADN et les responsables politiques, par exemple ceux de La Réunion ont retenu l'axe touristique comme prioritaire dans la stratégie des pays membres de la **Commission de l'océan Indien** - organisation inter-étatique réunissant Les Comores, Madagascar, Maurice, La Réunion et les Seychelles.

Les territoires ultra-marins ont cette carte touristique-patrimoniale inscrite dans leur ADN

Variété des richesses patrimoniales, extension de l'aire géographique aux pays voisins... Dans quelle mesure cette diversité de ressources, qui sera l'un des fils rouges de ces Entretiens, peut-elle avoir un impact direct sur la politique de tourisme culturel ?

L'une des forces des territoires ultra-marins tient à leur exceptionnelle diversité dans le champ patrimonial, soutenue par une politique de repérage des sites patrimoniaux remarquables, d'inscription ou même de classement, de restauration et de mise en valeur. Cette politique conduite par les directions des affaires culturelles est enviée par les îles et territoires voisins ; je l'observe dans l'océan Indien avec, par exemple, le début de l'émergence d'une conscience patrimoniale de la part d'associations locales. C'est le cas depuis peu à Maurice. Ces Entretiens qui réunissent des spécialistes venus autant de l'université que du terrain, issus de plus d'une dizaine de pays riverains de l'océan Indien, ont pour objet d'échanger des expériences, des politiques et des résultats dans ces milieux si spécifiques que sont les territoires îliens soumis à des pressions parfois contradictoires entre les impératifs démographiques, économiques et ceux patrimoniaux. La philosophie des Entretiens organisés depuis 2011, selon un rythme triennal, est le pragmatisme et l'empirisme pour alimenter des réseaux locaux et nourrir une politique au plus près du terrain, une forme de subsidiarité indiano-océanique. Après les Rencontres du tourisme culturel, organisées en décembre dernier, le ministère de la Culture préconisait notamment "le développement du tourisme culturel sur l'ensemble de nos territoires". En quoi votre initiative va-t-elle permettre d'inscrire le tourisme culturel dans une politique territoriale ? C'est toute la question qui doit faire l'objet d'une dernière table ronde, organisée le 4 octobre dans l'après-midi. Je vous demande donc d'attendre la conclusion de ces Entretiens pour connaître quelques voies d'inscription du tourisme culturel dans une politique patrimoniale.

"Patrimoine, mises en valeur et perspectives touristiques", thème des 3e Entretiens de l'océan Indien

Les troisièmes Entretiens du patrimoine de l'océan Indien se déroulent du 2 au 4 octobre 2017 au Théâtre du Grand marché à Saint-Denis seront cette année consacrés à la thématique suivante : "Patrimoine, mises en valeur et perspectives touristiques". Plusieurs temps forts ont été retenus. Le 2 octobre, les débats porteront sur "diversité et logiques d'attractivité des patrimoines de l'océan Indien. Le 3 octobre, le thème retenu est : "stratégies de valorisation entre conservation, développement et gouvernance". Le 4 octobre, "les patrimoines de l'océan Indien, une destination à part entière". Ouverts au public, ces Entretiens sont organisés par-là l'État (préfecture de La Réunion, direction des affaires culturelles - océan Indien) et l'École d'architecture de La Réunion, antenne de l'ENSAM, en partenariat avec le conseil régional et le conseil départemental de La Réunion, le rectorat de l'académie de La Réunion et l'IRT. Ils traitent du patrimoine comme moteur du développement économique et touristique et rassemblent universitaires, chercheurs, conservateurs, architectes, urbaniste et décideurs venus de 11 pays.

Agriculture – Vers la mise en valeur des ressources phylogénétiques

« La population augmente, ainsi on doit se focaliser sur les produits agricoles comme le riz, le haricot, les légumineuses. Il faudrait également prioriser les produits exportables et la protection de l'environnement afin d'éviter l'épuisement de la forêt et la disparition de différentes végétations », explique Nirina Rajaonah, ingénieur agricole. C'est dans ce contexte que s'est basé le symposium international sur l'évaluation de l'utilisation des ressources phylogénétiques au bénéfice des populations locales qui a été clôturé vendredi dernier, au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Plusieurs chercheurs de différents pays ont participé à cette rencontre. Chaque chercheur a mis en exergue leurs méthodes afin de valoriser les ressources phylogénétiques. « Tous les végétaux comme les fruits, les légumes, les légumineuses, les fleurs ainsi que les plantes médicinales font partie des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Chaque chercheur a sa manière de concevoir les choses, certains ont évoqué leurs recherches pour produire dans le secteur industriel », affirme Romaine Ramanananarivo, directeur général de l'École supérieure de management et d'informatique appliquée (Esmia). « Les ressources phylogénétiques jouent un rôle important pour relever les défis de la sécurité alimentaire locale, régionale et mondiale, car elles nous permettent d'optimiser les récoltes selon nos besoins. Les cultures de semences sont essentielles pour le développement de nouvelles variétés végétales. Elles constituent une composante intégrant des efforts qui visent à répondre aux besoins humains en matière de sécurité alimentaire, de santé économique. Elles réduisent les pressions agricoles (intrus chimiques, labourer, etc.) sur l'environnement et s'adaptent à l'évolution de la météo (sécheresse, salinité) et des ravageurs ainsi que des maladies en constante évolution », rapporte un communiqué.

Les changements climatiques s'affichent comme les problèmes majeurs dans le pays, selon le Premier ministre Olivier Mahafaly Solonandrasana, dans le cadre de ce projet pour la préservation des ressources phylogénétiques. « Bien que les agriculteurs aient toujours adapté leurs systèmes de culture à des conditions climatiques et environnementales défavorables, la rapidité et la complexité du changement climatique posent une nouvelle ampleur aux problèmes », a-t-il souligné.

Mamisoa Antonia

La Réunion – Séduire les tortues par des plages vertes



Pour favoriser la ponte des tortues, cinq hectares de plages seront végétalisés. C'est l'une des mesures compensatoires prises dans le cadre du chantier de la NRL.

Cela pourrait s'appeler le paradoxe des tortues, lesquelles apprécient de naviguer dans les eaux réunionnaises. La preuve : lors des

survol en ULM réalisés par le Centre d'étude et de découverte des tortues marines (CEDTM), une centaine de spécimens peuvent être recensés à proximité des plages de la côte Ouest. À l'inverse, elles ne choisissent quasiment jamais la Réunion comme lieu de ponte. Seule la tortue Emma revient à échéance régulière. La dernière fois, c'était en janvier 2016, à proximité du Cap la Houssaye. Si elle respecte le cycle de ponte, elle reviendra en 2019.

À cette échéance, le CEDTM aura terminé de revégétaliser la plage située à proximité de l'ancien hôtel Maharani, le dernier endroit où elle est venue pondre. Ce site pilote a été choisi avec quatre autres plages (à proximité du Coghor, sur le littoral de Trois-Bassins, au cimetière de Saint-Leu et à ravine Mula, à l'Etang-Salé sur un site déjà végétalisé par l'ONF) dans le cadre de mesures compensatoires du chantier de la NRL. »Lors des études d'impact, deux tortues avaient été observées à proximité du récif des Lataniers, à la Possession. C'est un impact direct de la NRL sur la zone d'alimentation des tortues. Il a donc été décidé de prendre une mesure compensatoire et de s'appuyer sur le Plan national des tortues marines qui fait de la restauration des sites de ponte sa priorité numéro une », explique Léo Pairain, chargé de mission au CEDTM.

La restauration des lieux de ponte semble avoir un impact direct sur les tortues. 85 % des pontes observées depuis 2004 à La Réunion ont eu lieu sur des sites réhabilités. Des conclusions identiques ont été tirées à Mayotte ou aux Antilles après une végétalisation des plages.

Le principe retenu est le même que celui qui a prévalu sur la plage de Kélonia : les pestes végétales, comme le prosopis plus connu sous le nom de «Zepinar» ou de «Kéké» sont supprimées et des espèces indigènes sont

replantées. Parmi elles, des lianes cochon, des patates à durand, du manioc marron, des porchers, des lataniers rouges... Ces espèces limitent l'érosion en fixant le sable sur la plage. Les odeurs qu'elles génèrent permettraient aussi de guider les tortues jusqu'au lieu de ponte selon une hypothèse retenue par les scientifiques.

Au total, 8 000 plants de ces espèces indigènes seront réintroduits sur les sites sélectionnés dans les trois prochaines années. Un sacré casse-tête sachant que certaines espèces demandent 3 ans pour donner des pieds de quelques dizaines de centimètres de haut. Le CEDTM, les pépinières privées et les pépinières communales participeront à l'effort. Le coût du programme s'élève à 300 000 euros. Il est pris en charge dans le cadre du chantier de la NRL.

© Jir

Recherches - La biodiversité marine en danger



Un obstacle pour une meilleure gestion. Madagascar ne dispose pas encore d'une politique nationale pour les recherches sur les ressources marines. Pourtant, ces dernières sont actuellement confrontées à diverses problématiques, entre autres le changement climatique et les exploitations mal contrôlées. En fait, la biodiversité marine est en

danger à cause du réchauffement et de l'élévation du niveau de la mer dus à la variabilité climatique ou encore l'acidification et les pollutions diverses. À cela s'ajoutent la surpêche ainsi que la destruction des habitats. La biodiversité marine revêt toutefois toute son importance dans la Grande île, avec nos 5 200km de côtes.

Les différents écosystèmes que l'on peut y rencontrer, dont la mangrove, les herbiers, les récifs coralliens, etc., jouent des rôles primordiaux dans les secteurs socio-économiques et environnementaux tant au niveau national qu'international. Plusieurs constituent des zones de nursery et contribuent à la sécurité alimentaire, participent à l'élimination du « Co2 » tout en produisant de l'oxygène. D'autres protègent la côte contre les érosions marines, fournissent les matières premières à vocation pharmaceutique.

Deux jours de concertation à Nosy Be

Pour pouvoir faire face aux enjeux et défis actuels pour la préservation. La biodiversité marine a été au centre de concertations et d'échanges, les 22 et 23 septembre derniers à Nosy Be Hell ville, à l'occasion de la 5e édition du Forum de la recherche. Ces 2 jours ont été une occasion pour les chercheurs malagasy et étrangers, venus au pays pour y assister, de présenter leurs travaux de recherche dans ce domaine, prioritaire pour le développement durable. Ils ont également pu parler des contraintes et des perspectives à adopter pour y faire face. De plus, les chercheurs ont discuté de l'élaboration de la stratégie nationale sur la biodiversité marine. Cette rencontre scientifique, la 2e étape de la trilogie du forum de la recherche,

s'est déroulée au centre « Cnro » de Sarodravay. Cet établissement étant l'un des 2 centres de recherches axés sur la biodiversité marine, avec l'Ithm de Toliara. La Cnro dispose aussi d'une station de recherche à Vangaindrano, ayant des récifs et des côtes rocheuses avec des eaux plutôt froides. « La station développe des études selon lesquelles le Sud-est, ayant une condition écologique particulière, pourrait devenir les futurs sanctuaires de la biodiversité marine. Ceci malgré son état de subtropical », avance le Pr Jean Maharavo, son premier responsable. À noter qu'au cours de ce forum, le message de Mahajanga sur les mangroves, issu des résolutions du colloque international qui y a eu lieu la semaine dernière, a été délivré par la représentante de l'Ird. Après la première étape à Antananarivo et cette 2e phase à Nosy Be, la trilogie du forum de la recherche de cette année se poursuivra au mois d'octobre prochain à Fianarantsoa, sur le thème de l'agrobiodiversité.

Recueillis par Patricia Ramavonirina

27 Septembre 2017

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2017/09/27/madagascar-chine-une-nouvelle-strategie-pour-intensifier-la-cooperation/>

Madagascar – Chine : Une nouvelle stratégie pour intensifier la coopération



Colloque sur la coopération sino-malgache, hier au Carlton Anosy.

Des recherches ont été menées pour trouver des solutions visant à améliorer les relations économiques, commerciales et culturelles sino-malgaches. Les résultats ont été présentés hier, lors d'un Colloque qui s'est tenu au Carlton Anosy.

Des intérêts communs ! C'est l'objectif de la coopération bilatérale sino-malgache, selon les participants au colloque organisé hier par l'Ambassade de Chine et l'ENAM (Ecole Nationale d'Administration de Madagascar). Cette rencontre figure parmi

les actions entreprises dans le cadre de la célébration du 45^e anniversaire des relations diplomatiques entre Madagascar et la Chine et s'intitule « Relation Sino-Malagasy et Initiative Ceinture et Route ». Des résultats de recherche de solution pour l'amélioration de la coopération entre les deux pays ont été exposés à l'occasion. *« L'ENAM avait signé un contrat de prestation intellectuelle avec l'Ambassade de Chine, pour trouver le moyen d'améliorer les relations économiques, commerciales et culturelles entre Madagascar et la Chine. Le document établi dans ce cadre sera désormais la base de la coopération bilatérale entre les deux pays »,* a indiqué le DG de l'ENAM, Pascal Pierrot Rabetahina.

Projets. L'intensification de la coopération sino-malgache se fait sentir depuis plusieurs mois. Questionnée sur les secteurs ciblés, l'ambassadeur de Chine à Madagascar, Yang Xiaorong, a noté que le partenariat entre les deux pays concerne surtout la construction d'infrastructures, le tourisme, la restauration et la santé. *« Les secteurs à opportunité sont nombreuses. Au niveau des infrastructures, il y a les routes et également l'aviation, le transport maritime, le réseau Internet, les actions communautaires, etc. Tous ces secteurs d'activités sont vus de près pour les zones traversées par la route de la soie »,* a-t-elle affirmé. Bref, de nombreux projets sont déjà en vue dans cette coopération avec la Chine. Les résultats des recherches présentés au Colloque d'hier ont indiqué de nombreuses opportunités qui s'ouvrent pour cette coopération bilatérale.

Antsa R.

CBI / Banque Mondiale : le décaissement du 1,3 milliard USD en cours



Jim King yong, président de la Banque mondiale.

La Banque Mondiale fait partie des partenaires techniques et financiers de Madagascar depuis plusieurs années. Dans ce sens, cet organisme financier international effectue régulièrement des évaluations de ses activités à Madagascar.

Le responsable des opérations de la Banque mondiale à Madagascar, Coralie Gevers a affiché sa satisfaction des efforts concédés par le Gouvernement en

matière de réforme, notamment suite à la Conférence de Paris en 2016. « La Banque mondiale s'était engagée à investir 1,3 milliard de Dollars à Madagascar sur cinq ans (...). De ces 1,3 milliard, nous avons déjà investi, depuis décembre 2016, près de 250 millions de Dollars dans des programmes d'agriculture, dans le programme pour financer le recensement de la population, dans celui d'appui de réforme budgétaire, et on va continuer avec des programmes d'éducation et de nutrition qui arrivent très bientôt », a-t-elle détaillé, tout en soulignant que la Banque mondiale va de l'avant avec les autorités. « Nous sommes très heureux de voir que leur programme de réforme économique poursuit son chemin, parce qu'il faut s'assurer qu'il faut une stabilité politique mais il faut aussi s'assurer que l'économie avance et que le gouvernement fait les deux », a ajouté la Représentante de la Banque mondiale.

Le ministre des Affaires Etrangères Henry Rabary-Njaka a, pour sa part, signalé que la Banque mondiale travaille avec ce qui touche directement le besoin de la population et cela correspond au programme du Président de la République. « Et comme elle l'a souligné tout à l'heure, Madagascar avance de plus en plus en matière de gouvernance », a-t-il précisé lors d'une courte déclaration à la presse.

Visite de l'ambassadeur de Maurice et du Maroc

La rencontre entre le chef de la diplomatie malgache Henry Rabary-Njaka et l'ambassadeur de Maurice, Datakarran Goburdhun a permis de voir l'état de la coopération bilatérale et de passer en revue l'état de la coopération entre

les deux pays, particulièrement au sein de la **Commission de l'océan Indien (COI)**, la Francophonie ou encore le Marché commun des Etats de l'Afrique australe (COMESA).

L'Ambassadeur du Maroc, SEM Mohamed Benjilany a été reçu par le chef de la diplomatie malgache. Lors du tête-à-tête des deux personnalités, il a notamment été question du suivi des projets de coopération initiés lors du passage de Sa Majesté Mohammed VI, Roi du Maroc. « Nous avons parlé un peu de tous les dossiers touchant la coopération entre le Maroc et Madagascar », a ainsi déclaré le diplomate marocain. Et lui d'ajouter que l'état d'avancement de cette coopération entre les deux pays est aujourd'hui dans une dynamique très positive. Le gouvernement marocain compte encore accélérer le rythme dans la mise en œuvre de l'ensemble des accords signés depuis novembre 2016. Une déclaration soutenue par le ministre des Affaires étrangères Henry Rabary-Njaka. Il faut également souligner que, outre les coopérations bilatérales, au niveau des instances internationales, les deux pays collaborent étroitement. C'est le cas, notamment, avec l'Union Africaine, ou encore la Francophonie. À titre d'illustration, le ministre des Affaires Etrangères malagasy et son homologue marocain ont eu un long entretien en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York.

Vola R



<http://matv.mg/cbi-banque-mondiale-le-decaissement-du-13-milliard-usd-en-cours/>

Coopération Comores-Maurice : Les opérateurs économiques mauriciens dressent un bilan positif

Économie | 29/09/2017 - Ali Abdou



Parmi les retombées de cette visite, la signature de plusieurs accords commerciaux entre les opérateurs économiques comoriens et mauriciens. Selon l'adjoint du directeur des opérations de l'entreprise Mauritius, Oumesh Prithipaul, des retombées considérables de cette visite ont été enregistrées par les opérateurs mauriciens, et bientôt des produits mauriciens vont fouler le sol comorien.

La mission des opérateurs économiques mauriciens s'est achevée, hier jeudi 28 septembre à l'hôtel Retaj. Cette fermeture a été suivie d'une conférence de presse, qui a permis aux deux parties de tirer le bilan des trois jours de rencontre Business to Business. Après l'ouverture des rencontres, le lundi 25 septembre dernier par le vice-président en charge de l'Economie, Djaffar Ahmed Saïd, la délégation mauricienne a multiplié les rencontres avec la partie comorienne, pour arriver à nouer des relations économiques, qui faciliteront les échanges commerciaux entre Port-Louis et Moroni.

Selon le président de l'Union des chambres de commerce, d'industries et d'agriculture (Uccia), Ahmed Bazi, durant deux jours, son institution a pu organiser 450 rencontres qui ont été conclues par des accords de coopérations techniques entre les entreprises et par des contrats commerciaux. Il y a aussi eu des accords d'investissement, globalement satisfaisants. Il s'est dit satisfait que des opérateurs comoriens aient pu nouer des partenariats.

Des projets d'investissement en étude

Tout comme les importateurs comoriens qui auront la possibilité d'acquérir des produits qui leur reviendront moins chers. "Ce sont des avantages pour les opérateurs locaux qui auront à importer des produits dans la région, ce qui réduira le temps d'attente contrairement aux produits importés de Dubaï, Thaïlande ou encore l'Afrique du Sud, mais aussi une opportunité de

faire des affaires entre deux pays, membres à la fois du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Comesa) et de la Communauté de développement d'Afrique Australe (Sadc)", a expliqué le président de l'Uccia. Quant au directeur des opérations de l'entreprise Mauritius, Oumesh Prithipaul a dit de la mission "qu'elle était une réussite parce qu'elle répondait aux attentes des opérateurs comoriens".

Il a souligné que durant deux jours, les opérateurs économiques mauriciens ont pu s'entretenir avec leurs collègues comoriens, et plusieurs signatures d'accords commerciaux ont eu lieu. Allant du domaine de l'agro-alimentaire au Btp, du textile à l'imprimerie, de l'aluminium à l'emballage et au packaging. Selon lui, la partie mauricienne se prépare dès son retour à Port-Louis à commencer à faire en sorte que les produits mauriciens foulent le sol comorien. Oumesh Prithipaul a souligné que pendant le séjour de la délégation à Moroni, elle a pu visiter pas mal d'entreprises comoriennes, et des projets d'investissements seront signés pour raffermir les liens d'amitiés et de coopérations entre l'île Maurice et l'Union des Comores, initiés par le chef de l'Etat, Azali Assoumani, lors de sa visite à Maurice au mois d'Avril dernier.

21 Septembre 2017

<http://www.jeuneafrique.com/475989/economie/madagascar-a-cause-du-cyclone-enawo-la-croissance-2017-se-situera-en-deca-des-attentes/>

Madagascar : à cause du cyclone Enawo, la croissance 2017 se situera en-deçà des attentes



La dernière mission du FMI à Antananarivo a remarqué les efforts déployés par le gouvernement malgache pour redresser l'économie du pays. Cependant, les chocs climatiques subis cette année, et en particulier le passage du cyclone Enawo, ont laissé des traces.

Du 7 au 21 septembre, une mission du FMI dirigée par Marshall Mills s'est rendue à Madagascar, qui bénéficie depuis juillet 2016 d'un accord triennal au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) – un mécanisme de prêt qui permet d'accompagner des programmes de manière soutenue à moyen et long terme, dans les cas de difficultés persistantes de balance de paiements. En l'occurrence, l'accord porte sur 304,7 millions de dollars (254,4 millions d'euros), et sa deuxième revue devrait être examinée par le conseil d'administration du FMI en décembre.

Si les économistes de l'institution internationale relèvent que la croissance 2017, qui devrait atteindre 4,1 %, est « l'une des plus élevées en Afrique subsaharienne », ils constatent que celle-ci sera « en-deçà des attentes ». Les précédentes estimations du FMI annonçaient de fait une croissance 4,5 %.

En cause, les chocs climatiques qui ont frappé la Grande Île, victime à la fois d'une sécheresse et du cyclone Enawo, qui a fait 78 morts et ravagé les cultures en mars 2017. Ces épisodes ont en outre causé une accélération de l'inflation, mais Marshall Mills a estimé dans son communiqué de fin de mission que celle-ci « devrait redescendre aux alentours de 8% d'ici à la fin de l'année et poursuivre sa baisse progressive en 2018 ».

Satisfecit général

Les experts du FMI ont délivré un satisfecit général aux autorités malgaches, soulignant le fait que « tous les critères de réalisation quantitatifs fixés pour fin juin » dans le cadre du programme appuyé par le FEC « ont été respectés », de même que « la plupart des réformes structurelles

envisagées », même si l'institution relève quelques « retards pour certaines ».

Autres points positifs, la hausse de l'investissement public qui devrait permettre d'obtenir une croissance de 5,1 % en 2018, la gestion « adéquate » par la Banque centrale de Madagascar des « tensions liées au choc positif du prix de la vanille », ou encore les réformes en préparation de la politique et de l'administration fiscales.

Le dossier sur l'avenir d'Air Madagascar, dont 49 % du capital devrait être repris par le transporteur réunionnais Air Austral, a également été évoqué. Selon le FMI, « les discussions sur le partenariat stratégique pour [la compagnie aérienne] se poursuivent et la signature de l'accord final nécessitera un transfert conséquent pour couvrir les engagements liés aux pertes antérieures ».

Parmi les principales recommandations adressées aux décideurs, celle de poursuivre les réformes de la Jirama, la compagnie nationale d'eau et d'électricité, dont la gestion est régulièrement critiquée. Les experts du FMI ont enfin adressé leurs encouragements au gouvernement malgache pour la préparation d'un projet de loi pour la lutte contre le blanchiment d'argent, qui doit être soumis au Parlement d'ici la fin de l'année.

Business
LIFE'S GOOD WHEN YOU GET IT RIGHT
MAGAZINE

1000

at
u-
te
si-
n-
ts
nt
sr
al-
in
rs
n-
u-
Z,
or
et
u-
s-
al-
ns
ld
us
ti-
le
rs
re
ir-
et

Environnement S'engager pour une île Maurice plus verte



Véronique Ménagé et Saulick Bhanoo agissent concrètement en faveur de leur pays.

Les associations et la bonne volonté ne manquent pas mais sans des personnes volontaires et un engagement à toute épreuve pour mener à bien des actions, ce ne sont que de belles paroles. Que ce soit des organisations non gouvernementales (ONG) bien installées comme Mission

Verte ou des jeunes qui viennent de terminer leurs études, certains Mauriciens mettent les bouchées doubles pour changer les mentalités et aider le pays.

Véronique Ménagé de l'ONG Mission Verte et Saulick Bhanoo de l'université de Maurice sont deux exemples de Mauriciens engagés personnellement et professionnellement pour faire de Maurice le pays le plus vert possible. Véronique Ménagé fait partie de l'association Mission Verte depuis environ quatre ans, son premier contact avec l'ONG remontant à l'année de sa création, en 2007.

« À la création de Mission Verte, j'ai eu la possibilité de venir déposer le carton, le papier, le plastique et les canettes en aluminium pour être recyclés. Autant de déchets qui ne vont pas à Mare-Chicose», explique-t-elle. Désormais, elle a ses propres responsabilités dans le cadre de Mission Verte. « J'ai eu la chance d'intégrer l'équipe de Mission Verte et j'ai eu l'opportunité de faire des sessions de sensibilisation sur l'environnement dans des écoles, au sein des entreprises.»

Saulick Bhanoo, lui, est assistant de recherche à l'université de Maurice et fait aussi partie de l'ONG Ecomode Society, qui travaille sur plusieurs projets mais essentiellement sur la protection des zones côtières et des lagons autour de l'île. Il est diplômé en agriculture avec spécialisation en gestion de la terre et de l'eau.

« Mon travail consiste à évaluer le taux de métaux lourds dans nos eaux marines côtières par rapport à quelques régions spécifiques de Maurice», raconte ce jeune de 25 ans. « J'ai aussi eu le privilège d'exercer comme chef de projet d'Ecomode Society qui est une ONG regroupant beaucoup de jeunes. Notre projet clé se nomme

‘Fermtir la Pess Ourite’ qui consiste à empêcher la pêche à l’ourite pendant deux mois afin de leur permettre de se reproduire. »

Les deux Mauriciens ont eu des parcours différents mais partagent plus qu’une simple envie de faire de Maurice un pays plus vert. Ils font aussi en sorte de venir avec des projets et du travail pour que les autres prennent en compte le pays, à commencer par sensibiliser les Mauriciens sur l’état du pays qui les entoure.

Exemple pour les autres

« Je pense qu’on doit se concentrer sur l’éducation de la population mauricienne. Il faut exposer le mauvais état de nos lagons et aussi les impacts qui y sont liés. Cela peut sembler assez sensibles mais il va falloir le faire », *fait ressortir Saulick Bhanoo*. « Les développements économiques sont grandement encouragés. L’économie bleue doit être soutenue car le peuple mauricien va beaucoup en bénéficier mais la question qui se pose c’est à quel niveau faudra-t-il compromettre nos ressources naturelles pour donner jour à divers projets ? »

Véronique Ménagé fait de son mieux pour réduire son impact sur l’environnement. Elle utilise les épluchures de fruits et de légumes, coquilles d’œufs, feuilles, gazon, carton pour faire du compost dans son quotidien. Espérant ainsi servir d’exemple aux autres.

« Faire prendre conscience de l’importance de protéger l’environnement, la biodiversité, de diminuer la pollution et de réduire à tout prix le volume de déchets qui finissent à Mare-Chicose », *dit-elle*. « C’est donner des conseils, des idées sur ce qu’on peut faire dans la vie de tous les jours. Beaucoup de nos déchets n’ont aucune raison d’aller à Mare-Chicose. On peut réutiliser, recycler et faire du compost. Il y a un gros travail de sensibilisation à faire. Beaucoup ne se rendent pas compte des conséquences de la pollution et de ses méfaits sur notre qualité de vie. »

Les exemples de personnes engagées pour l’environnement ne manquent pas. Le vrai problème est un manque de sensibilisation du commun de la population. La collecte des déchets à elle seule coûte plus de Rs 1,5 milliard au pays annuellement, alors qu’une grande partie de ces déchets peuvent être compostés ou recyclés. Maurice étant une île, toute pollution du sol va irrémédiablement se répercuter dans l’océan et les lagons. Notre inconscience et notre insouciance envers l’environnement vont signer notre arrêt de mort.

Légine : le lobbying continue



PÊCHE. Jamais les attributions de quotas pour la pêche à la légine n'avaient donné lieu à de telles opérations de lobbying. Celles-ci ont au moins l'avantage d'être conduites à visage découvert, et largement médiatisées. Il faut dire que l'arrivée de Réunion Pêche Avenir depuis 2016, n'est pas forcément vue d'un bon oeil de la part des armements historiques. Ces derniers ont donc scellé une

alliance avec le comité régional des pêches promettant une enveloppe de 350 000 € affectés au soutien de la petite pêche.

Un geste conditionné par l'exclusion de RPA ou de tout autre armateur dans la distribution des quotas 2017. RPA, de son côté, a ouvert 19 % de son capital aux "petits pêcheurs". L'administration des TAAF, autorité compétente pour les attributions de quotas entre les compagnies de pêche postulantes, est bien sûr l'interlocuteur auprès duquel leurs dirigeants multiplient les interventions par "petits pêcheurs" interposés. Jeudi, ce sont les pêcheurs du comité régional, CRPMEM, emmenés par leur président Bertrand Baillif.

Une délégation de neuf professionnels de la mer a été reçue par la préfète des TAAF. À sa sortie, le président se disait satisfait de l'échange que ses collègues et lui ont eu avec leur interlocutrice.

DÉCISION EN OCTOBRE

Cette satisfaction était partagée du côté des TAAF. "L'administration des TAAF n'est pas compétente sur le secteur où exercent les "petits pêcheurs" explique Anne Tagand, secrétaire générale. Toutefois, cette rencontre nous a permis de découvrir l'univers de la petite pêche, leur métier au quotidien." C'est la préfète des TAAF qui établit le "total admissible de captures" devant ensuite être réparti entre les armements candidats.

"Cette année, le tonnage est fixé à 6 150 tonnes, 200 de moins qu'en 2016, à prélever entre Kerguelen et Crozet, explique encore Anne Tagand. 70% de ce volume a déjà été attribué, fin août, aux armements historiques. La prochaine attribution de quotas se fera courant du mois d'octobre. Avant d'en décider, nous devons attendre la décision du tribunal administratif,

prévue à la fin du mois, sur un recours contre une décision des TAAF." Cette administration, basée à Saint-Pierre, a aussi la responsabilité de fixer les modalités de préservation de la ressource et de veiller au respect des règles imposées aux compagnies de pêche, telles qu'elles sont fixées dans un cahier des charges.

"La pêche à la légine est la pêche la plus contrôlée au monde, revendique la secrétaire générale des TAAF. Tous les bateaux qui partent en campagne embarquent un contrôleur chargé de la police de la pêche. Mais il est également chargé de recueillir des données scientifiques qui seront exploitées pour affiner annuellement le total admissible de capture." D'ici la décision des TAAF, courant octobre, d'accorder ou pas un quota de légine à RPA, gageons que le lobbying va continuer, dans les deux camps, auprès des politiques et autres, dans le but d'influencer la décision de la préfète des TAAF. Comme si elle était influençable.

Jean-Noël Fortier

World Tourism Day 2017 - Tourism department opens its doors to the public



Members of the public had the chance to get more details about the tourism department as it held a walk in open day as part of activities to mark World Tourism Day which is celebrated on September 27 every year.

To kick start World Tourism Day a special welcome was given to arrivals at the Seychelles International Airport from staff members of the Seychelles Tourism Board (STB) followed by a walk in open day at the tourism department. The department, which is based at the Botanic building, organised a series of

activities to celebrate Tourism Week which kicked off on Tuesday with an inter-school public speaking competition where Anse Boileau secondary school was the victor. The principal secretary for tourism Anne Lafortune was not expecting the outcome to be large but she was hoping for young entrepreneurs who wish to set up a small business in tourism to come forward. "We wanted the public to know what the department does so they can come to visit the building and ask any clarification they need as when it comes to a business and activities regarding tourism we are the ones who have the criteria and can give them advice on how to go about in terms of regulations and policies," she said. She said this year their focus is on raising awareness and sensitizing the youth as well as the general public on the importance of tourism as one of the pillars of our economy. "Every year a theme is chosen by the United Nation World Tourism Organization (UNWTO) and we get the students to talk about these particular themes through these competitions which we want to make annual on the programme. We also want to go around in various educational establishments to make the students aware of the importance of tourism in the economic development of Seychelles and to learn to keep Seychelles in a sustainable manner for them to enjoy its fruits in the future while being able to offer tourists the same resource we are currently offering," she said. Therefore presentations will be held at Plaisance and Beau Vallon secondary schools today under this year's theme: 'Sustainable tourism- a tool for development', followed by the launching of the tourism departments' new website tomorrow afternoon.

The week-long activities are expected to end next Tuesday.